

PROVOCATION D'UN MINISTRE COMMUNISTE CONTRE LES GRÉVISTES DES JOURNAUX...

M. Croizat, ministre du Travail, vient de se livrer à une attaque haineuse, émaillée de mensonges et de calomnies, contre les ouvriers de journaux en grève. Nous en extrayons quelques passages et les faisons suivre de la réponse d'un groupe d'ouvriers de la presse:

Depuis cinq jours, la population parisienne est privée de journaux. Cinq jours où elle aurait précisément désiré être informée sur le dénouement de la crise, le programme du nouveau gouvernement et ce qui se passe à Londres au sein de la Conférence des Nations Unies...

... Il n'admet pas que des circonstances aussi graves que celles d'une crise ministérielle aient été choisies pour interrompre la parution des journaux...

... Le gouvernement, consulté par la Fédération du Livre et la Fédération Patronale de la Presse, n'a pu, dans l'état actuel de notre économie, retenir des propositions qui auraient pu compromettre l'existence de la presse patriote...

... Les travailleurs du bâtiment, des métaux, du textile, de l'alimentation qui auraient, des raisons légitimes de se plaindre, ne font pas grève, ils s'imposent des sacrifices...

... Je conçois le désir des ouvriers de la presse d'améliorer leurs conditions de vie. Je conçois moins qu'ils aient saisi un tel moment pour déclencher une grève. Ils savent pourtant que la persistance d'un tel conflit met, dès maintenant, en péril l'existence de nombreux journaux de la Résistance et des principaux organes ouvriers...

... Qu'à aucun moment la besogne infâme de ces journaux qui, chaque jour, exaltaient l'assassinat des Français, n'ait été interrompue par une grève quelconque...

... Travailleurs de la presse, dans l'intérêt vital des journaux ouvriers, des journaux de la Résistance, face à une opinion publique justement émue, comprenez que tout n'est pas possible dans une France appauvrit et anémie...

Réponse au ministre-«camarade» Croizat:

Nous comprenons fort bien que la grève des journaux ait ému l'opinion. Mais depuis le début de la grève, on tente malhonnêtement de dresser la population contre les travailleurs en lutte, et il ne nous est plus possible de laisser durer une campagne de mensonges et de calomnies par laquelle on espère dresser les ouvriers contre les ouvriers, les frères contre les frères, pour le seul profit du patronat. Un discours du ministre du Travail vient de mettre le comble à notre amertume; nous ne pouvons plus nous taire et il nous faut rétablir la vérité une fois de plus outragée.

Il est faux que les ouvriers aient attendu une crise ministérielle pour agir. La vérité, c'est que les conversations se poursuivaient depuis plusieurs mois entre le Syndicat général du Livre et le Syndicat de la Presse Parisienne pour accorder aux clicheurs et rotativistes notamment les mêmes salaires qu'aux compositeurs, ceci pour 6h40mn de travail, et non 5 heures, comme le dit le ministre.

Or ces catégories ont toujours eu le même salaire que les compositeurs.

Les négociations aboutirent à une promesse patronale accordant le nouveau salaire à dater du 1^{er} octobre 1945. Les patrons, malheureusement, ont cru devoir revenir sur leur promesse, ceci le 17 janvier, donc avant la crise ministérielle. Dans la nuit du 17 au 18, une grève d'avertissement éclatait et quatre quotidiens ne paraissait pas. Les ouvriers demandaient strictement le respect de la parole donnée et l'octroi du tarif syndical des typos qui a toujours été aussi le leur.

Quelques jours après, à une assemblée générale, les délégués de la majorité du personnel, les d'être bernés, décidaient la grève pour la nuit du 25 au 26.

Ce n'est pas tout. Le public ignore trop de choses. Il ignore, par exemple que, pour un salaire de 350 francs, le patron imprimeur se fait verser par le journal, son client, une somme de 850 francs par ouvrier, sur

laquelle il en retient 500. Il était donc possible d'augmenter l'ouvrier sans toucher au prix du journal, puisque 850 francs par jour sont versés pour lui.

Encore une chose qu'il ne sait pas généralement: nos conditions de travail anormales, profession insalubre, travail de nuit, prise de service à 1 heure ou 2 heure du matin, ce qui rend la vie de famille difficile, sinon impossible.

Le public ignore aussi que ce sont généralement les ouvriers des journaux qui imprimaient, à leurs risques et périls, les journaux de la Résistance; eux qui, au mois d'août 1944, quand les Allemands étaient encore à Paris, ont occupé les imprimeries et ont véritablement lancé la presse de la Résistance. Pendant l'occupation, il était pourtant plus fructueux de travailler à fabriquer canons et obus pour les Allemands, destinés à tuer les camarades russes, ou à construire des fortifications et rampes de lancement pour les bombes volantes qui assassinaient les femmes et les enfants en Angleterre. Ils n'ont pas fait grève contre l'occupant? Mais où M. le ministre a-t-il vu des grèves en France sauf chez les mineurs?

La grève compromet l'existence de la presse patriote? Mais certains journaux se plaignent que la grève leur fasse perdre 300.000 francs et plus par jour, ce qui signifie que ce sont 300.000 fr. de bénéfices quotidiens qui ne rentrent plus. Les patrons ne font donc pas de si mauvaises affaires. Nous connaissons des directeurs de journaux qui touchent 100.000 francs par mois, et l'on voudrait amener des ouvriers à en jalousser d'autres pour quelques sous! Sans compter que nous connaissons des directeurs de journaux assez riches pour acquérir ou vouloir acheter des imprimeries valant cent millions. Ils n'avaient pas le sou à la libération.

La vérité exigerait d'autres précisions. Celle-ci, par exemple: avant 1914, le journal coûtait un sou pour six pages. Aujourd'hui, 2 francs pour deux pages, donc cent vingt fois plus cher. Nos salaires d'alors (11fr. de jour et 13fr. de nuit) ont été multipliés par 28 seulement, et il y a des déductions d'impôt, qui n'existaient pas il y a quarante ans.

Or le prix de la vie a suivi la même ascension que le prix des journaux et notre salaire perd chaque jour de sa valeur. Les ouvriers n'ont-ils pas le droit de revendiquer quand un gouvernement qui prétend stabiliser le coût de la vie, jette chaque semaine plusieurs milliards de nouveaux billets de banque dans la circulation, ce qui a précisément pour conséquence de faire augmenter les prix? Et nos ministres et députés ont-ils oublié de revaloriser leurs indemnités? N'ont-ils pas accordé aux fonctionnaires l'indice 5 en moyenne, tandis que nous, sommes toujours à l'indice 2,8? Alors, trimer, être volé et se taire? La coupe a fini par déborder, et c'est ce qui explique l'action des travailleurs de la presse.

Mais nous ne pouvons laisser un ministre provisoire (ô combien!) tenter de dresser nos frères contre nous; nous ne pouvons contenir plus longtemps l'indignation qui nous révolte.

Et sachez, camarades ne toutes corporations, que si nous sommes battus, ce sera le signal de la diminution générale des salaires - n'a-t-on pas déjà parlé de diminuer les compositeurs? - cependant que les prix montent sans cesse.

Confiants dans la justice de notre cause, nous nous en remettons au jugement des travailleurs du pays - des vrais! Et nous nous refusons à croire qu'ils nous trahiront, car ce serait se trahir eux-mêmes.